Suisse : les quartiers sécurisés soulèvent la polémique

28/01/2009 à 21h01

Deux quartiers résidentiels sécurisés et fermés ont vu le jour dans le canton de Vaud, l'un à Prilly, l'autre à Saint-Légier, sur le modèle californien des *gated communities,* qui font également fureur en Amérique latine. La motivation principale de leurs habitants est évidemment la sécurité, dans un contexte où la criminalité connaît une forte hausse. Ce qui ne va pas sans déclencher l'ire de plusieurs responsables politiques, au nom – cela va de soi – de la *mixité sociale*.

« *Si on multiplie ce genre d'exemples, j'ai peur qu'une partie de la population se déconnecte de la vie en société, que les gens soient surpris dès qu'ils mettront les pieds à l'extérieur, là où la vie n'est pas toujours rose* », s'inquiète le syndic de Prilly, Alain Gilliéron, sans nier toutefois que les habitants du quartier privé de sa commune, des propriétaires aisés, apportent "*de belles rentrées fiscales*" tout en contribuant à la réduction des dépenses de sécurité publique.

Pour Philippe Martinet, député Vert au Grand Conseil vaudois, résolument hostile au développement de ces quartiers, "*le succès des ghettos sécuritaires fait courir des risques réels à la mixité sociale* ". Son confrère Jacques-André Haury, de l'Alliance du centre (coalition démocrate-chrétienne), affirme en renfort que ces camps retranchés seraient « *profondément contraires à l'identité suisse* ». Et pour le syndic d'Epalinges, Yvan Tardy, adversaire déclaré de ces enclaves, « *ce serait une bonne chose que les communes aient les moyens légaux de s'opposer à ce genre de projets* ».

Seule voix discordante dans la frénésie du *vivre-ensemble* obligatoire, celle de l'UDC, qui défend pour sa part " *la*

liberté de chacun de se défendre et de se protéger “.
Source 1 – 2